L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ÉTAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

Journal quotidien ..... $10 } payable d'avance.
Do. trois fois par semaine, $6 }

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 13 NOVEMBRE 1840.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.

Sujet à la décision de la Convention du Parti de l'État.

ELECTIONS.

Nous soumettons à nos lecteurs les retours d'élections reçus par la malle d'hier; la tendance est jusqu'ici assez favorable à la cause de la réforme.

PENNSYLVANIE.

Extrait du National Gazette du 3 au soir:

" Si nous avons reçu de nouveaux retours surtout des comtés du Nord et de l'Est. Le parti Démocrate n'a pas, comme on le craignait suffisamment augmenté ses majorités pour contrebalancer le gain de l'opposition dans l'Ouest.

" Si ces retours de la partie occidentale de l'Etat sont exacts, Harrison emportera incontestablement l'Etat.

Le Gazette dans le *National Gazette* donne la table donnant le résultat suivant :

HARRISON.	VAN BUREN.
91,925.	90,796.

Si les 7 comtés dont on ignore encore les retours, donnent le même vote qu'ils ont donné le 13 octobre, Harrison aura une majorité d'environ 1,500.

Le National Intelligencer du 4, donne les retours de 51 comtés qui donnent 1,935 voix de majorité à Harrison en annonçant qu'on ignore encore les retours de six comtés qui donnaient, au 13 octobre, une majorité de 1,235 à Van Buren. Le journal ajoute qu'il *croit fermement* que cet Etat donnera son vote à Harrison par une faible majorité.

D'un autre côté les *loco-focos* prétendent être certains du vote de la Pennsylvanie pour Van Buren.

VIRGINIE.

Dans 31 comtés dont on connaît les retours, la majorité d. Harrison est de 1,573, ce qui est un gain de 1,9.5 sur les élections de 1836.

Il y a encore 9 comtés dont on n'a aucun retour. En 1836 la majorité de tout l'Etat pour M. Van Buren n'était que de 6,983.

P. S. Une lettre particulière nous annonce que dans le comté de London, la majorité de Harrison est de 1,100, et n'était que de 661 en 1836.

CONNECTICUT.

On connaît le résultat de presque tous les comtés et la majorité ne sera pas moindre de six mille pour Harrison.

MARYLAND.

Le Maryland a voté pour Harrison à une majorité à peu près égale à celle de ses dernières élections locales.

ALABAMA.

Nous n'avons à ajouter à nos retours d'hier que celui du comté de Badwin qui donne une majorité de 18 à Harrison.

GEORGIE.

Les journaux de la Géorgie contiennent les retours de 50 comtés dans chacun desquels le vote de l'opposition est augmenté. L'Etat vote pour Harrison à une immense majorité.

TENNESSEE.

Les retours du Tennessee de l'Ouest, donnent à Harrison 4,247 de majorité; sur quatre comtés dont on n'a pas encore de nouvelles, deux sont whigs et deux loco-focos.

RHODE ISLAND.

L'Etat de Rhode Island donnera à Harrison une majorité de 3000 voix !

NEW YORK.

Le *New-York Express* du 3, dit qu'il a reçu de toutes les parties de l'Etat des lettres fort encourageantes mais qu'il n'a encore aucune information positive.

En résumé, la Pennsylvanie paraît probablement voter pour Harrison; la Virginie est douteuse; le Maryland, le Connecticut, le Rhode Island, et la Géorgie pour Harrison. Le Tennessee aura probablement suivi leur exemple. On augure bien de New-York et l'Alabama est bien certain pour Van Buren.

Le steamer Clarksville, arrivé hier soir de Nashville, rapporte que la majorité de Harrison dans le Tennessee ne peut pas être de beaucoup au dessous de 10,000 voix.

Le comté du steamer Cherokee, arrivé de Fort Smith, accusait, nous est-on dit, que la majorité de Van Buren dans l'Arkansas serait de 2,000 à 2,500 voix.

☞ L'abondance des matières nous force à renvoyer à demain la publication du troisième article de M. Avequin sur les sucres.

UN MOT SUR LES PRÉTENDUES FRAUDES DE NEW YORK.

III.

On peut maintenant apprécier cette affaire scandaleuse et lui donner le véritable nom qu'elle mérite: *Conspiration des ultra locofocos de N. York pour se maintenir au pouvoir au dépit de la volonté du peuple.*

C'était là évidemment une fraction de la *dernière carte* de M. Van Buren.

Envoyer aux Etats du Sud une *fausse correspondance* pour faire croire que le général Harrison était abolitioniste et transactrice en même temps une correspondance également fausse aux Etats du Nord pour y faire prévaloir l'opinion contraire, et par ce moyen obtenir les votes des abolitionistes; puis, attaquer par une audacieuse calomnie la moralité politique des principaux chefs de l'opposition à New York, et cela à la veille des élections générales, c'est en effet un plan infernal qui ne pouvait être conçu et mis à exécution que par une faction sans principes et sans moralité: en un mot ce ne pouvait être qu'une *dernière carte*. Mais ces mesures désespérées ne produiront aucun effet, cette "dernière carte" ne changera rien au jeu; car le peuple est clairvoyant et il retire irrévocablement sa confiance de ceux qui l'ont trompé.

Nous avons vu que des partisans zélés du pouvoir s'étaient constitués, au mépris des lois, en tribunal secret, espèce d'inquisition au petit pied, non pour rendre la justice mais pour faire triompher un parti politique. Il faut même ajouter que les dépositions des personnes intéressées n'ont pas toujours été fidèlement prises, car on voit un fonctionnaire de Philadelphie, le *high constable* Young, réclamer publiquement contre *discrétitude* de son affidavit devant le tribunal d'exception de New York et déclarer sous serment devant un magistrat, que dans cet affidavit on lui faisait dire ce qu'il n'avait jamais dit!

Ce n'est pas ainsi que procède la justice, parce que la justice, la véritable justice s'occupe des actions sans faire acception des personnes: pour la justice il n'y a ni dégénérates ni loco focos, il n'y a que des citoyens.

Un autre fait bien remarquable dans cette affaire, c'est la mise des papiers de Glentworth, *même faite de force chez une tierce personne.*

Glentworth avait déposé quelques papiers dans les mains d'un M. Pierce, et la chambre d'*assemblée* New York les fit saisir à minuit sans remplir aucune des formalités que la loi prescrit en pareil cas!

Le shérif se présente muni d'un *writ de replevin* pour prendre ces papiers, et le recorder Morris refuse de les livrer et repousse par des voies de fait l'action du shérif.

Nous ne dirons rien du contenu parfaitement insignifiant de ces papiers, car on dirait que Glentworth a voulu mystifier avec ce paquet de paperasses les inquisiteurs de M. Van Buren; mais nous avons dû constater l'illégalité qui a présidé à leur enlèvement.

Ainsi toutes les accusations des torys ne portent que sur un *ex-dire*, et cette déclaration de seconde main est contredite, formellement contredite, par des déclarations sous serment, par toutes les personnes intéressées. Les organes de l'administration sont eux même obligés de reconnaître que " ces accusations portées contre quelques membres du parti "whig ne sont point prouvées."

Ces prétendues fraudes, qu'on dit avoir été commises en 1838, ne sont mises au jour que deux ans après, à la veille des élections! Cette révélation singulière, faite par un violent partisan de l'administration à l'investigation de quelques uns de ses amis politiques, fonctionnaires publics très grossièrement salariés; la manière dont elle est faite et publiée; l'apparition aussi tardive de cette modération dans plusieurs villes et les observations diffamatoires dont elle est accompagnée; le soin qu'on a eu de ne publier d'abord que ce qui pouvait nuire à l'opposition et les *interrétitation* qui se sont glissées dans les affidavits des personnes intéressées en tout cela prouve incontestablement que l'affaire n'a eu d'autre but que de maintenir l'influence toujours croissante du parti de l'opposition, au moment où le peuple est appelé à se prononcer sur le choix d'un premier magistrat.

☞ On lit dans la *Gazette des Opelousas* du 7:

ELECTION.

Les deux partis, dans cette paroisse, ont fait de leur *dernier ressort* pour emporter la victoire: cependant, nous le pensons, Van Buren obtiendra un succès, quel qu'il soit. Nous trouvons que le système de calomnies et de politique qui a été pratiqué pendant toute la durée de la campagne, ne produira aucun effet sur le peuple de ce district. Quoique d'ordinaire, les bataillons de Van Buren [illegible] de la législation, et par là prouver leur attachement à la cause de leur chef, l'indécisif Martin Van Buren. Malgré tous leurs efforts, le parti de la réforme a remporté sur les *Réignoils* une majorité de 402 voix bien comptées.

EXTERIEUR.

EUROPE.

Les paquebots *New York, Westminster* et *Louis Philippe*, arrivés à New-York dans les premiers jours de ce mois, nous fournissent dépêches de Londres du 17 octobre, de Liverpool du 10, de France du 8; mais les nouvelles que nous leur devons, ne sont guère que la répétition de celles qui nous sont parvenues hier par la voie de Charleston. Heureusement le *Louis Philippe* nous a apporté nos journaux français et nous leur empruntons des détails intéressans sur des faits que nous n'avions pu mentionner que fort sommairement.

FRANCE.

Situation intérieure.

Les journaux que nous avons sous les yeux, nous donnent des renseignements fort développés sur les préparatifs qui se poursuivent sur tous les points de la France. Ils nous prouvent en même temps que l'esprit public est toujours dans la même excitation et que la guerre serait en ce moment fort populaire en France. La nouvelle de la prise de Beyrout a soulevé à clameurs pour le moins aussi violentes que l'annonce de la conclusion du traité de Londres. Les démonstrations populaires ne manquent pas; les Français mûrent de *front*, on le sait, les affaires et les plaisirs, aussi dans les théâtres de la capitale, dans ceux de la province, à Rouen, à Bordeaux, à Marseille, ils s'amusent afin de prouver leur antipathie contre les puissances alliées, à demander à grands cris la *Marseillaise*. L'administration, fidèle à ses habitudes, n'aime pas trop ces manifestations; mais bon gré malgré elle est obligée de céder à l'entraînement universel; la présence de ses agens ne fait guère que redoubler la frénésie patriotique des administrés, et, par fois leur intervention amène des scènes assez amusantes. Les Français ont tant de peine à ne pas mêler des plaisanteries aux choses les plus sérieuses!

Paris, 6 oct.—Hier soir la représentation de l'Opéra a été troublée pendant une partie du troisième acte de *Guillaume-Tell*. A la chute du rideau, après le second acte, le parterre a rappelé Dupres, et quelques voix ont demandé la *Marseillaise*. Les cris sont devenus progressivement plus nombreux, et l'orchestre étant resté muet, la *Marseillaise* a été entonnée à plusieurs reprises par une partie des spectateurs.

Au lever du rideau l'agitation et les cris ont recommencé, il a été pendant quelque temps impossible aux chanteurs de se faire entendre. Un commissaire de police s'étant présenté au balcon, était cependant parvenu à adresser aux interpreteurs l'allocution suivante: " Messieurs, ce que vous demandez n'est pas permis; si des ordres arrivent on jouera la *Marseillaise*, mais on ne peut vous donner que ce qui est sur l'affiche: or la *Marseillaise* n'est pas sur l'affiche."— " Mais vous n'y êtes pas non plus sur l'affiche, monsieur le commissaire; vous ne devriez pas faire partie de la troupe ordinaire," a répliqué aussitôt une voix, et les rires ont succédé aux cris.

Il ne faut pas s'y tromper; il y a sous cette légèreté apparente un sentiment bien profond de patriotisme et d'honneur national. Pour notre part, nous sommes convaincus que la suite le prouvera aux plus incrédules. Les Français rient et chantent encore, mais pourtant chez eux tout ne finit plus par des chansons: un demi-siècle de révolution les a formés.

La jeunesse elle-même prend part à l'élan national et peut autant qu'il est en elle contribuer à la défense du pays.

On parle d'une pétition qu'un grand nombre des élèves des lycées et des pensions de Paris viennent d'adresser à M. le ministre de l'Instruction publique. Animés par les souvenirs de 1814 et de 1815, jaloux d'imiter la conduite de leurs pères et ancêtres, ils demandent à consacrer une partie de leurs jours de congé aux travaux des fortifications de Paris. Au lieu d'une promenade dans les champs, ils sollicitent l'honneur d'une demi-journée aux travaux. Sous la direction du soldat du génie ils creuseraient des fossés, élèveraient des talus, des glacis, des banquettes. Pour toute récompense ils demandent que le fort, dont, bastion, construit par leurs mains, reçut une épithète qui rappelât leur coopération. Ainsi on pourrait lire *le bastion des écoliers*. Si l'on venait attaquer celui-là il y aurait furieusement de bras pour le défendre.

Des bruits de crise ministérielle se sont glissés au milieu de préoccupations plus graves: nous énergiques ci-dessous ceux qui ont eu le plus de crédit pendant quelques heures; mais nous rappelons à nos lecteurs que d'après le *Sun* de Londres que nous avons cité hier, M. Thiers, dont on mettait en doute la fidélité, avait fini par faire prévaloir son opinion dans le conseil des ministres et auprès du Roi. Les *renseignements du Sun* paraissent positifs, et ce qui tendrait à en prouver l'authenticité, c'est la prompte convocation des Chambres. Une ordonnance royale en a ordonné la réunion pour le 28 octobre. Cette mesure qui est pleine de convenance dans les circonstances actuelles, a été sollicitée par M. Thiers lui-même.

Paris, 4 octobre.—Le conseil s'est déjà réuni, plusieurs fois depuis qu'on a reçu à Paris la nouvelle du bombardement de Beyrouth. Dans ces réunions, M. Thiers a été le seul ministre à peu près qui se soit prononcé pour des mesures énergiques et qui ait demandé que, comme première démonstration, on convoque immédiatement les chambres. Cet avis n'a pas, jusqu'à présent, prévalu; mais M. Thiers n'a pas encore renoncé à faire triompher ses opinions. Pour se donner plus de force à lui-même, M. Thiers s'adresse aujourd'hui dans le *Constitutionnel* l'apostrophe suivante:

"Que M. Thiers prenne donc une décision; il le doit à la *France*, au parti qui l'a représenté; il le doit à lui même. *S'il n'était pas libre d'agir, il ne lui conviendrait pas de garder un pouvoir dont il ne pourrait rien faire.* Il n'aurait alors qu'à suivre son propre exemple. *Malheureuse activité*, nous en convenons! Il serait facile de comprendre les honorables scrupules qui pourraient faire chanceler sa résolution; *pour un ministre dévoué à la royauté, il serait bien pénible de se séparer d'elle dans une situation aussi grave que celle où nous sommes. Mais si pénible que fut ce devoir, nous croyons sincèrement que le ministère dirait l'incomplète.*"

En se retirant, parce qu'il ne lui serait pas donné de soutenir l'honneur de la France, il laisserait sans doute une situation périlleuse; mais elle ne le serait pas moins, elle le serait même davantage s'il restait pour faire subir à la France quelque grande honte. Le péril de la honte est plus menaçant pour les gouvernemens que les périls de la guerre.

Tous ces qui liront cet article penseront, comme nous, qu'il est l'indice probable d'une division très prononcée entre M. Thiers et des volontés qui, jusqu'à présent, n'ont pas voulu lui céder. La question nous semble posée de telle sorte que, d'ici à 48 heures, nous apprendrons très probablement ou que le avis de M. Thiers ont prévalu, ou qu'il a donné sa démission.

Dans les circonstances où nous sommes, la démission de M. Thiers serait plus qu'un événement grave: beaucoup de personnes la considéreraît comme un ébranlement à de sérieuses complications.

(*Journal du Havre.*)

5 *Octobre*—On lit dans la *Gazette de France*:

"*POST-SCRIPTUM, cinq heures*—Plusieurs conseils ont été tenus. M. Thiers a demandé qu'on répondît par une mesure de guerre au bombardement de Beyrouth. (*Idem.*)

6 *Octobre*—La retraite du ministère paraît définitivement probable; il ne pourrait, en effet, rester qu'en faisant la guerre, et la guerre semble impossible. Le ministère a cherché un milieu entre la guerre générale et une part que ses antécédens, ses engagemens, ses opinions et ses alliances l'empêchent de soutenir. Il n'a pu trouver ce milieu. Il ne lui reste donc qu'à se retirer en laissant à d'autres la responsabilité des événemens. Quant à ses successeurs, il est impossible de les désigner, car M. de Broglie n'est identifié avec sa politique et il déclare, d'ailleurs, ne pas vouloir entrer dans le cabinet, et M. Guizot, quoique possible, serait peut être dans la combinaison qu'on lui préparerait un embarras plus grand que tout autre ministre. La situation est difficile, et la paix avec un ministère remanié de la gauche est un véritable malheur public.

—La crise ministérielle a commencé aussitôt après la réception des nouvelles décisives de Beyrouth, elle a pris toute son intensité hier après la réception des détails relatifs à ces événemens. M. Thiers, M. de Rémusat, M. Jaubert, M. Gouin et M. Vivien se sont aussitôt prononcés avec une grande énergie pour une déclaration de guerre immédiate et pour l'intervention armée de la France dans la lutte engagée par les autres puissances contre l'Europe et la Syrie. Les autres ministres ont hésité ou se sont prononcés pour le maintien de la paix. Le conseil s'est donné de ce fait s'est animé et n'a pu avoir de résultat. Ona remis à quarante huit heures une décision impossible en ce moment. Aussitôt le bruit d'une démission s'est répandu au dehors. La gauche a officiellement déclaré qu'elle cesserait de soutenir le ministère s'il ne se prononçait pour la guerre. Le parti de la paix s'est agité. On a parlé d'un cabinet dans lequel entreraient MM. de Broglie, Soult, Guizot, Molé, Dufaure, Villemain. Les boursiers accueillaient ce ministère pacifique avec jubilation et prononçaient d'un hausse de cinq francs. On répandait le bruit que le roi se prononçait énergiquement et irrévocablement contre la guerre. Mais on assurait d'un autre côté que Mme. Broglie déclarait positivement qu'il n'entrerait aux sucre pétrée et en aucune façon au ministère. Alors on parlait de M. Molé, mais l'impossibilité radicale de réunion avec M. Guizot faisait qu'on l'envoyait à Londres comme ambassadeur pour lui donner un ache de consolation. Il résultait de tout cela qu'il y avait désaccord dans le cabinet et que la question de la paix ou de la guerre pourrait amener une crise qui, il faut le dire, était considérée comme déplorable en ce moment et comme pleine de plus funeste avenir.

C'est à la suite de ces difficultés que M. Thiers aurait triomphé, et qu'un *ultimatum* aurait été arrêté. On disait dans la journée du 6 que cet ultimatum avait été envoyé en Angleterre, en Russie que 45,000 hommes allaient être expédiés en Syrie. "Le roi avait donné carte-blanche à M. Thiers" Le lendemain a pour l'ordonnance de convocation des chambres.

AFFAIRES D'ORIENT.

La prise de Beyrouth a été confirmée par toute dépêches télégraphiques arrivées à Paris le 4 octobre. Voici le texte de la plus complète de ces dépêches:

Le Consul-Général à M. le Président du Conseil.

Alexandrie, le 17 septembre.

Les hostilités ont commencé en Syrie. Les vaisseaux anglais et autrichiens, après avoir bombardé Beyrouth et quelques points qui lui sont voisins, ont débarqué, le 11 courant, 6 à 8,000 Turcs qui ont pris possession de la ville.

Ibrahim-Pacha qui était à Damas, se dirigeait à Beyrouth, qu'il a à attaquer le lendemain. *Le Liban* était tranquille. Les Français n'étaient rentrés.

Le pavillon national flottait sur la maison consulaire de France.

Les journaux du 6, nous donnent des détails sur le bombardement et sur la prise de cette ville; mais ils sont loin d'être complets, clairs et positifs. Nous avons essayé de les coordonner et les abrégeant.

Le Commodore Napier, sur l'ordre de l'Amiral, commença les hostilités le 10 septembre, en faisant lancer des bombes sur la ville qui se trouve située le long du rivage. Ils ne prirent pas de suite, mais ils ne tardèrent pas à se diriger sur la ville et y firent des dégâts considérables. Les Egyptiens ne répondirent pas à cette première attaque. La plupart des habitans de Beyrouth effrayés abandonnèrent la ville. Le 11 septembre, les amiraux Stopford et Bandiera adressèrent à Soliman Pacha une sommation pour qu'il eut à rendre Beyrouth: " Votre Excellence, dit cette sommation, aura trouvé dans le feu d'hier, fait par nos *pièces* seulement, un avant-goût de ce que nous serons *obligés* de faire." Le feu n'a pas été poussé ce matin, afin que V. E. puisse en profiter, et, après les réflexions nécessaires, se décider en connaissance de ses intentions bienfaisantes, et éviter aux habitans innocens l'inévitable conséquence des moyens que nous serons forcés à employer.

La sommation accordait à Soliman Pacha jusqu'au lendemain deux heures après le lever du soleil pour faire connaître sa décision; mais le lendemain sans attendre la réponse, sans même attendre l'expiration du délai fixé, l'Amiral Anglais faisait débarquer, une heure avant le point du jour, 5000 Albanais et 1800 hommes de troupes régulières au Bas Beyrouth, à l'entrée de la rivière du Chien. Les Egyptiens, pris à l'improviste, ne purent pas empêcher ce débarquement; ils n'eurent avec ces troupes de débarquement qu'un assez léger engagement dans lequel ils perdirent 5 hommes, et furent retirés sur le flanc de Beyrouth, en s'échelonnant sur les pentes de la montagne.

Le 12, dans la journée, la marine anglaise et autrichienne a recommencé le feu; il n'a pu atteindre la ville, où il ne restait plus que des vieillards, des femmes et des enfans, car les troupes s'étaient échelonnées sur les pentes de la montagne pour attendre les envahisseurs. Alors les troupes de débarquement ont lancé des fusées à la congrève qui ont incendié des monceaux de marchandises et fait un grand nombre de victimes. L'indignation de Soliman est à son comble: il a dit au commandant général de France:

" Voilà quarante ans que je fais la guerre, et j'ai toujours vu les soldats ne tirer que sur les soldats. Il paraît que MM. les Anglais, qui se disent régénérateurs, veulent régénérer la guerre en exerçant des actes de barbarie inouïs jusqu'à présent."

Pour que les Anglais ne puissent pas nier leur affreuse conduite, Soliman a envoyé à Michemet-Ali une lettre pour la a la congrève qu'il avait ramassée dans la ville.

Le 14, le feu continua; un bâtiment français a été obligé de quitter le port, sur l'ordre des Anglais. M. Desmélaise ayant demandé au consul britannique de quel droit on agissait ainsi, quand le blocus commercial n'était pas notifié, l'Anglais a répondu que c'était un blocus comme un autre, et qu'il n'était pas permis à aucun bâtiment d'entrer ou de sortir. M. Desmélaise a dressé immédiatement une protestation qu'il a adressé au consul-général à Alexandrie.

Ibrahim-Pacha ayant voulu faire marcher une colonne de troupes le long du rivage, deux bateaux à vapeur ont remorqué près de la deux vaisseaux, dont le feu a considérablement ma traité les Egyptiens; mais une autre division, qui avait contourné la montagne, a fait beaucoup de mal aux Anglais et aux Albanais, dont plusieurs ont été blessés et faits prisonniers. L'amiral Stopford, voyant que ses démonstrations ne faisaient point soulever les populations du Liban, a envoyé deux frégates brûler Caïffa, espérant par ce moyen exciter une sédition chez les Napolitains. On dit que la flotte doit se rendre devant St.-Jean-d'Acre.

Soliman-Pacha, en évacuant Beyrouth, avait fait arborer un pavillon noir sur l'hôpital, pour avertir les ennemis à le respecter. Cet édifice a été brûlé par la frénésie aux lchlenna le *Guerrière*, que commandait l'archiduc Frédéric.

Pour compléter ces détails que nous empruntons à une correspondance d'Alexandrie du 23 septembre, nous donnons ci-dessous l'extrait d'une lettre particulière de Marseille, du 2 octobre. Si la nouvelle que donne cette lettre, est vraie, et elle a pour elle de fortes probabilités d'après la dépêche ci-dessus plus haut, les Anglais n'auront pas eu à se faciliter long-temps de la prise de Beyrouth.

" Le steamer anglais, arrivé hier, parti d'Alexandrie le 23 septembre, s'était borné à nous donner la nouvelle du débarquement des 7,000 hommes, du bombardement de Beyrouth et du départ des quatre consuls; mais le paquebot arrivé ce soir, en confirmant ces faits, a ajouté bonne la relation du revers de la même ville que les Anglais avaient passé sous silence.

" Après le débarquement, Ibrahim pacha s'est avancé des corps considérables, de trois commandés par lui et Soliman pacha; ils sont tombés sur les Anglais, Autrichiens et Turcs et les ont exterminés. La mer se trouvant très agitée, l'escadre n'a pu s'approcher de terre pour les embarquer. Les Egyptiens, portent la nouvelle, les ont taillés en pièces sans faire de quartier.

" On a publié un firman de Mehémet-Ali qui déclare la guerre actuelle, guerre de religion, et appelle en armes tous les musulmans en masse.

" Mehémet-Ali a répondu aux consuls coalisés qu'il s'enseviraît lui et toute sa famille sous les ruines de l'Egypte et de la Syrie plutôt que de céder aux insolentes menaces de la coalition. Telles sont les nouvelles qu'apporte le paquebot de l'état arrivé ce soir."

D'autres correspondances d'Alexandrie ajoutent ce qui suit:

Tous les Européens établis à Alexandrie ont témoigné leur indignation contre la nation anglaise. Mehemet Ali est demeuré impassible. M. Cochelet qui se trouvait présent à la réception des dépêches, l'a supplié de conserver son système de modération et de mettre ainsi jusqu'au bout le bon droit de son côté.

Le paquebot l'Oriental, de 150 chevaux, destiné au service direct entre l'Angleterre et l'Egypte, est aussi arrivé à Alexandrie. Le consul n'a pas osé le faire entrer dans le port, et a demandé au pacha une sauve garde pour débarquer la malle des Indes. Mehemet-Ali venait de recevoir la nouvelle de Syrie.

" Je veux, a-t-il dit au consul, vous prouver que je suis moins barbare que vous ne gouvernement vouliez. Vous finirez pourtant par me pousser à bout. Mais vous pouvez débarquer la malle; le passage sera toujours libre pour elle."

Le bateau à vapeur français le Castor, qui venait d'arriver dans notre port, est reparti pour Beyrouth, avec ordre de ramener toutes les familles qui voudraient quitter le pays.

HOLLANDE.

La nouvelle de l'abdication du Roi de Hollande s'est confirmée. Cette abdication doit avoir eu lieu solennellement le 8 octobre. Dans les circonstances qui agitent l'Europe, cet événement a quelque gravité. Le roi Guillaume penchait très sincèrement pour l'alliance de la France. Le prince d'Orange, qui est affié de la Russie et qui a servi dans les armées de la coalition où il a montré du talent militaire, suivra-t-il la même politique? Il est permis d'en douter; mais en même temps on peut espérer que les belligérances antipathies du nouveau souverain trouveront un contrepoint dans la volonté du peuple Hollandais.

"Si Guillaume abdique, dit un journal, ce n'est pas seulement pour avoir la liberté d'épouser la comtesse d'Outremont et pour goûter les douceurs de la vie privée. Le roi de Hollande a toujours eu la prétention, justifiée du reste par la supériorité de son esprit, de gouverner à peu près sans contrôle et sans résistance. L'opposition qui s'est élevée dans les chambres et qui en forme la majorité, lui est insupportable; car elle change pour lui la forme du gouvernement. Guillaume était peut-être le meilleur et le plus populaire des roi absolus; mais il paraît que la Hollande veut avoir la réalité du gouvernement constitutionnel. C'est une vérité qui ne saurait convenir au caractère du roi Guillaume et qu'il laisse à son fils le soin de remplir."

ESPAGNE.

Le *Moniteur* français du 5 octobre, annonce la formation d'un nouveau cabinet espagnol. Espartero restera à la tête de l'armée et prend en même temps la présidence du conseil. Voici les collègues qui lui sont adjoints:

Vice-Président du Conseil et ministère des affaires étrangères, Joaquin Ferrar—Ministre de la guerre, Chocon.—Marine, Joaquin Feyre—Justice, Gomez Becerra.—Finances, Gambra, consul à Bayonne intérieur Costin.

Nous trouvons dans un journal la note suivante que nous donnons sans garantir le même du monde l'opinion qu'elle émet.

Une lettre adressé le 2 septembre dernier par la junte du gouvernement de Madrid au général Espartero, contient un passage qui répand une vive lumière sur les intentions réelles de cette junte.

Voici comme elle s'exprime à cet égard:

"Votre Excellence ne saurait se user son appobation à un mouvement qui n'a d'autre but que de maintenir intact le trône d'Isabelle II, la regence de son auguste mère, la constitution de l'état et l'indépendance nationale pour lesquelles Votre Excellence a si généreusement versé son sang sur le champ de bataille."

Il résulte de ce passage, où brille un esprit monarchique, que la junte a été calomniée par ceux qui lui ont attribué des tendances républicaines ou anarchiques.

Bayonne, 9 octobre.—(Correspondance particulière.) Des correspondances de Madrid, en date du 29 septembre annoncent que les ambassadeurs de France, d'Angleterre, de Belgique, de Hollande et de Portugal ont fait passer une note au duc de la Victoire, avant son départ, le prévenant qu'à la moindre altération qui serait portée à la régence de la reine Christine, ils quitteraient ordre de leur gouvernement respectif de demander leurs passeports et de se retirer d'Espagne.

☞ Mr. JAMES D. DENEGRE sera soutenu à la prochaine élection d'alderman pour le premier district de la première municipalité, par

UN GRAND NOMBRE DE VOTANS.

Messieurs les Rédacteurs de l'Abeille,

Veuillez informer ceux qui Mr. JOHN DAVIS sera soutenu par un grand nombre de votants comme candidat à la prochaine alderman du 1er District de la 1ère municipalité, en remplacement de Mr. Philippe Lafontu, décédé. 12 nov

Mardi dans cette ville, mercredi dernier le 11 courant, par le révérend Benedetto, pasteur de la congrégation portugaise, Mr. SIMON FREBOURT, natif de France, à Mlle. SIMON MEVIAN HENRICKS, de Philadelphie, fille aînée de Mr. R. F. Lévy, de Montlezille, Virginie.

☞ STEAMER CLAIBORNE.—Toutes les personnes qui doivent actuellement Claiborne sont priées de les payer ou de faire nous signaler en sur son autorisation de ne pas le faire. J. W. EACHARIE & Co.
60, rue de la Domaine.

CHANGEMENT DE MAGASIN.—G. N. MORISON a transporté son magasin de la rue du Canal, No. 114 à la rue des Magasins No. 11. 11 nov

CORDES et Toile d'emballage—500 pièces de toile, 500 cordes de toile, à vendre à très bas prix par [illegible]
MATHEW WEBB & Co.

DERNIÈRES DATES.

New York	[illegible]	Liverpool	[illegible]
Boston	[illegible]	Londres	[illegible]
Philadelphie	[illegible]	Havre	[illegible]
Washington	[illegible]	Paris	[illegible]
Baltimore	[illegible]	Bordeaux	[illegible]
Charleston	[illegible]	Hambourg	[illegible]
Vera Cruz	[illegible]	Cadix	[illegible]
Orléans	[illegible]	Havana	[illegible]
Mobile	[illegible]	Honolulu	[illegible]

COMMERCIAL.

MARCHÉ MONÉTAIRE.
Nouvelle-Orléans, 12 novembre 1840.

Espèces	2 @ 3	pour cent par mois	
Billets de Banque des E.U.	du pair à 1 p.		do.
Notes de la Trésorerie	2 @ 3		do.
Souveraine	64 94	@ 65	
Doublons Espagnols	16 75	@ 17	
do Mexicains	15 75	@ 16	
Américain	2 @ 3	pour cent prime.	

JEUDI SOIR, 12 novembre 1840.

Nous avons peu à dire aujourd'hui. Le coton a été négligé et les transactions se sont à peine élevées à 700 bal. Les détenteurs paraissant disposés à réaliser et nous croyons que la hausse de ¼ c. que nous avons mentionnée dans notre rapport d'hier n'aurait pas pu être obtenue pour de fortes parties.

CLASSIFICATION DE LIVERPOOL.
Correspondance de la Gazette du Havre.
Louisiane et Mississipi.

Ordinaire et bas, de	7	à	7 1/2 d.
Ordinaire	8	à	8 1/4
Bon ordinaire,	8 1/2	à	8 3/4
Bon ordinaire et petit courant,	9	à	9 1/4
Petit courant et courant,	10	à	10 1/2
Bon courant,	10 3/4	à	11 1/4

Le marché de farine s'est ouvert aujourd'hui à 34 50 pour la farine supérieure; 1000 barils ont été vendus à ce prix.

Le marché de sucre reste dans le même état qu'il était hier, et quelques faibles ventes se sont effectuées à nos premières cotes (v. ci-dessus).

Le fret est calme: 3 9/16 à pour Liverpool et à 1 pour le Havre.

HAVRE, 7 octobre.

COTON.—Depuis notre dernier rapport le marché est resté calme à cause de la dépréciation considérable qu'ont fait éprouver aux sécrétes les nouvelles reçues de l'Est, annonçant les mouvements hostiles des puissances réunies contre le pacha d'Egypte; car bien que ce résultat parut être une conséquence nécessaire du traité de Londres, jamais la crainte d'une coalition qui aurait le résultat jamais produit une influence bien puissante sur les affaires. Quelques sortes de marchandises ont été en bonne demande, tandis que d'autres sont sensiblement restées dans l'oubli; parmi ces dernières est le coton pour lesquels il ne se fait d'achats que pour les besoins immédiats.

Cependant, quoique les transactions se soient faites sur une échelle très petite, les détenteurs se sont nullement mis dans empressés de vendre et de se soumettre à une baisse. Les prix au contraire, sont restés très fermes et il est opéré quelques ventes pour les qualités ordinaires des Etats-Unis. Cependant dans l'état compliqué où se trouve aujourd'hui la politique, un certain degré de crainte de pour l'avenir doit incontestablement se faire sentir, et tant que et de choses incertaines, les affaires en souffriront.

Les ventes du 30 septembre au 7 octobre s'élèvent à 3400 balles, dont:

2347	balles de la N.-Orléans et de Mobile	de 67	à	81	0
726	" Upland et Floride,	de 67	à	90	0
45	" Bahia,	de 90		105	
34	" Pernambuco,	de 94		97	50
54	" Sea Island,	de		330	0

Les importations de la semaine sont de 1544 balles. Le stock sur place est de 130,000 balles, dont 122,000 bal. d'Amérique.

HAVRE, 6 octobre

L'incertitude dans laquelle on est sur la paix sera maintenue, tient notre marché en suspens. Les prix restent nominaux, mais les demandes sont bonnes à des prix modérés, et il y a parmi les fesans aucun désir apparent de acheter.

LIVERPOOL, 8 octobre.

COTON.—Les ventes s'élèvent aujourd'hui à 10,000 bal. à de bons prix.

LIVERPOOL, 9 octobre.

Il n'est rien à ajouter aujourd'hui 3000 balles de toutes sortes.

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPÉDIÉS.

Navire Kentucky, Nickerson, Boston. J A Merrill
Ace Mary Ann, Le Vergnet, Liverpool. L H Gale
Ohio, Barr, Philadelphie. Moss & Harris
Brigantine Rosalio, (Mex.) Blanco, Campêche. S Fernandez
Gael, Erie, Wells, St Marks, Floride. J W Stillwell & Co
Steamer Arkansas, Harris, Arkansas. Cassin

ARRIVÉS.

Bateau de remorque Thetis, Clark, des Passes.
Navire Mary Ann, Nickerson, Boston, des Passes.
Navire Mary Ann, Le Vergnet, 19 jours de Boston, sur la côte.
Navire Ohio, Barr, de Liverpool, 23 sept.
Navire Dunbar, Kennedy, de Liverpool, 23 sept.
Navire Jane, Brown, de Liverpool, 23 sept.
Brigantine Rosalio, (Mex.) Blanco, de la Havane.
Barque Ludwig, Lorenzen, de Thomaston.
Brick Antonio, Lalande, de Boston.
Steamer Clarksville, Irwin, de Nashville.
" Cherokee, Harris, de Fort Smith.
" Robb Patton, Hooper, de Baton Rouge.
" Caddo, Dunn, de Shreveport.
" Angers, Smith, de Bayou Sarah.
" Swan, Smith, de Lobouche.

MEMORANDA.

Expédié à New York pour ce port 2 aux. barque Bohemia, Nazon, New Yorou, Trask.
Expédié à Philadelphie pour ce port, les 6 oct. navire Chancellor, Mastaton.
Parti de la Havane pour ce port, le 6 oct. navire Cadmus, Blanchard; 9, patti, St. Louis, Marks.
Liverpool, 8 oct.—En charge pour ce port, Alex. Grant de New York, Thompson; et Two Sisters.
Liverpool, 9 oct.—Partis, navires Robert Pulford et Lyons pour la N. Orléans, 8, parti, Hakaway, N. O., 2, parti, Fair, Larsen, N. Liverpool, Davenport, de; William & Elizabeth, de par la voie de Barbade.
Entre—Navire John, de la N. Orléans.
Havre, 3 oct.—Partis, Navires et Mr. Brown, N. O., 2 parti, Fortuna, de, 1er oct. arrivés, Robert Parker, N. O., 29, Logan, do.
Eau range au Havre pour ce port, le 5 oct. navire Marengo, par mer le 8 oct., navire Talmbaker, le 10, navire Pocahontas, le 28, navire Sarah